

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, deuxième session

1993, chapitre 79

LOI MODIFIANT LA LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC, LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES D'ORDRE FISCAL

Projet de loi 90

présenté par M. Raymond Savoie, ministre du Revenu

Présenté le 13 mai 1993

Principe adopté le 11 juin 1993

Adopté le 16 décembre 1993

Sanctionné le 17 décembre 1993

Entrée en vigueur: le 17 décembre 1993

Lois modifiées:

Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)

Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)

Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)

Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67)





CHAPITRE 79

Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal

[Sanctionnée le 17 décembre 1993]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC

c. I-2, a. 2,
mod.

1. 1. L'article 2 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2) est modifié:

1° par le remplacement de la définition du mot «paquet» par la suivante:

«paquet»

« «paquet»: un paquet, une cartouche et tout autre contenant de tabac ainsi qu'une manoque; »;

2° par le remplacement de la définition du mot «tabac» par la suivante:

«tabac»

« «tabac»: le tabac sous quelque forme qu'il soit consommé, y compris le tabac à priser mais ne comprend pas le tabac en feuilles dont le traitement ne dépasse pas l'étape du séchage, ni les parties brisées de ces feuilles de tabac, ni les cigares vendus à un prix de vente en détail de 0,05 \$ ou moins chacun; »;

3° par la suppression de la définition de l'expression «tabac brut en feuilles»;

4° par l'insertion, avant la définition de l'expression «tabac en vrac», de la définition suivante:

«tabac en
feuilles»

« «tabac en feuilles»: le tabac en feuilles et les parties brisées de feuilles de tabac vendus en paquet; »;

5° par le remplacement de la définition de l'expression « tabac en vrac » par la suivante :

« tabac en vrac »

« « tabac en vrac » : tout tabac coupé, haché ou granulaire vendu en paquet mais ne comprend pas les cigarettes, les cigares, le tabac en feuilles et les rouleaux de tabac ou autres produits de tabac préformés destinés à être fumés; »;

6° par le remplacement de la définition de l'expression « vendeur en gros » par la suivante :

« vendeur en gros »

« « vendeur en gros » : toute personne qui, au Québec, vend du tabac pour fins de revente; »;

7° par le remplacement de la définition de l'expression « vente en détail » par la suivante :

« vente en détail »

« « vente en détail » : une vente faite à une personne pour fins de consommation par elle-même ou par toute autre personne à ses frais mais ne comprend pas une vente à des fins de revente ni une vente de tabac en feuilles devant être composant de tabac destiné à la vente. ».

2. Le présent article a effet depuis le 24 avril 1993. Toutefois, pour la période qui commence le 24 avril 1993 et qui se termine le 20 mai 1993 :

a) l'article 2 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac, que le présent article modifie, doit se lire en y supprimant la définition de l'expression « tabac en feuilles »;

b) la définition de l'expression « tabac en vrac » contenue à cet article doit se lire comme suit :

« tabac en vrac »

« « tabac en vrac » : le tabac en feuilles, les parties brisées de feuilles de tabac ainsi que le tabac coupé, haché ou granulaire vendu en paquet mais ne comprend pas les cigarettes, les cigares et les rouleaux de tabac ou autres produits de tabac préformés destinés à être fumés; »;

c) la définition de l'expression « vente en détail » contenue à cet article doit se lire comme suit :

« vente en détail »

« « vente en détail » : une vente faite à une personne pour fins de consommation par elle-même ou par toute autre personne à ses frais mais ne comprend pas une vente à des fins de revente ni une vente de tabac en feuilles ou de parties brisées de feuilles de tabac devant être composant de tabac destiné à la vente. ».

c. I-2, a. 4, mod. **2.** L'article 4 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

«*c*) fournir, le cas échéant, le cautionnement prévu aux articles 17.2, 17.3 ou 17.4 de la Loi sur le ministère du Revenu;».

c. I-2, a. 6.1, mod. **3.** L'article 6.1 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«*e*) fournir, le cas échéant, le cautionnement prévu aux articles 17.2, 17.3 ou 17.4 de la Loi sur le ministère du Revenu;».

c. I-2, a. 6.3, remp. **4.** L'article 6.3 de cette loi est remplacé par le suivant:

Validité et renouvellement
«**6.3** La période de validité du permis est de deux ans. À son échéance, le ministre ou toute autre personne qu'il autorise le renouvelle pour la même période sous réserve des articles 17.5 et 17.6 de la Loi sur le ministère du Revenu. ».

c. I-2, aa. 7.2 à 7.5, 7.7 et 7.8, ab. **5.** Les articles 7.2 à 7.5, 7.7 et 7.8 de cette loi sont abrogés.

c. I-2, a. 7.9, mod. **6.** L'article 7.9 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Exigences particulières
«Le gouvernement peut, par règlement, déterminer des catégories de personnes et déterminer des exigences particulières pour le manifeste ou lettre de voiture à l'égard d'une ou de plusieurs de ces catégories de personnes ou soustraire l'une ou l'autre de ces catégories de personnes aux obligations prévues au premier alinéa. ».

c. I-2, a. 8, mod. **7. 1.** L'article 8 de cette loi, modifié par l'article 3 du chapitre 16 des lois de 1991 et remplacé par l'article 547 du chapitre 67 des lois de 1991, est modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe *b*, du suivant:

«*b.1*) 0,0146 \$ par gramme de tout tabac en feuilles;»;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) 0,0735 \$ par gramme de tout tabac autre que des cigarettes, du tabac en vrac, du tabac en feuilles et des cigares. ».

2. Le présent article a effet depuis le 21 mai 1993.

c. I-2, a. 9.2, aj. **8.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 9.1, du suivant:

Tabac acquis
illégalement

« **9.2** Nul ne peut, étant une personne qui réside ordinairement au Québec ou qui y fait affaires, avoir en sa possession du tabac destiné à être consommé par cette personne ou par toute autre personne à ses frais et dont le paquet n'est pas identifié conformément à l'article 13.1 pour le tabac destiné à la vente en détail au Québec, sauf si ce tabac a été apporté légalement au Québec. ».

c. I-2,
a. 13.1,
rempl.
Identifica-
tion

9. L'article 13.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **13.1** Tout paquet de tabac prescrit par règlement destiné à la vente en détail au Québec et qui s'y trouve doit être identifié par les personnes, de la manière et aux conditions prescrites par règlement. ».

c. I-2,
a. 13.2.1,
mod.

10. L'article 13.2.1 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Scellés

« Ces scellés demeurent apposés jusqu'à ce qu'un juge ait accordé une autorisation en vertu de l'article 13.4 à saisir le distributeur automatique et le tabac qui s'y trouve ou pour une période d'au plus 15 jours si une telle autorisation n'a pas été obtenue. ».

c. I-2,
a. 13.3,
mod.

11. L'article 13.3 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Immobilisa-
tion d'un
véhicule

« **13.3** Un membre de la Sûreté du Québec, un membre d'un corps de police municipal ou une personne autorisée à ces fins par le ministre peut immobiliser pour examen, en tout lieu et en tout temps raisonnable, un véhicule lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que des paquets de tabac s'y trouvent, exiger du propriétaire, du conducteur ou de la personne qui en a la responsabilité qu'il remette pour examen, le cas échéant, le manifeste ou lettre de voiture prévu à l'article 7.9 et la copie du permis prévue à l'article 6.2 et vérifier l'identification des paquets de tabac transportés. » ;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

Durée de
l'immobilisa-
tion

« Sauf autorisation d'un membre de la Sûreté du Québec, d'un membre d'un corps de police municipal ou du ministre, selon le cas, le véhicule demeure immobilisé jusqu'à ce qu'un juge ait statué sur la demande visée à l'article 13.4, laquelle doit être introduite avec diligence raisonnable, et que la saisie ait été effectuée, le cas échéant. ».

c. I-2,
a. 13.3.1,
rempl.

12. L'article 13.3.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

Immobilisation d'un véhicule

« **13.3.1** Un membre de la Sûreté du Québec, un membre d'un corps de police municipal ou une personne autorisée à ces fins par le ministre peut immobiliser un véhicule servant au transport de paquets de tabac au Québec lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que des paquets transportés sont destinés à la vente en détail au Québec et que l'acheteur n'est pas titulaire du certificat d'enregistrement prévu à l'article 3 ou du permis approprié prévu à l'article 6 ou que des paquets ne sont pas identifiés conformément à l'article 13.1 ou qu'une infraction au paragraphe a de l'article 14.1 lorsqu'il réfère à l'article 17.10 est ou a été commise.

Durée de l'immobilisation

Sauf autorisation d'un membre de la Sûreté du Québec, d'un membre d'un corps de police municipal ou du ministre, selon le cas, le véhicule demeure immobilisé jusqu'à ce qu'un juge ait statué sur la demande visée à l'article 13.4, laquelle doit être introduite avec diligence raisonnable, et que la saisie ait été effectuée, le cas échéant. ».

c. 1-2,
a. 13.4,
remp.
Saisie
autorisée

13. L'article 13.4 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **13.4** Un juge de la Cour du Québec ou un juge de paix compétent peut, sur demande *ex parte* à la suite d'une dénonciation faite par écrit et sous serment par une personne qui a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à la présente loi est ou a été commise et qu'il y a en un endroit au Québec une chose pouvant servir de preuve de cette infraction ou qui est ou a été utilisée pour sa perpétration, autoriser par écrit tout fonctionnaire du ministère du Revenu, ou toute autre personne qu'il désigne à rechercher en cet endroit, à y saisir et à emporter cette chose et, à ces fins, à s'introduire dans tout édifice, réceptacle ou lieu en cet endroit; le fonctionnaire ou la personne ainsi autorisé peut se faire assister par un agent de la paix.

Perquisition avec mandat

En outre, un membre de la Sûreté du Québec ou un membre d'un corps de police municipal peut faire une demande de mandat ou de télémandat et effectuer une perquisition conformément aux articles 96 à 114 du Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1) en vue de rechercher, de saisir et d'emporter une chose visée au premier alinéa.

Perquisition avec télémandat

Un fonctionnaire du ministère du Revenu peut également faire une demande de télémandat et effectuer une perquisition conformément à ces articles du Code de procédure pénale en vue de rechercher, de saisir et d'emporter une chose visée au premier alinéa.

Saisie sans autorisation

De plus, un membre de la Sûreté du Québec, un membre d'un corps de police municipal ou un fonctionnaire du ministère du Revenu

qui a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à la présente loi est ou a été commise et qu'il y a en un endroit au Québec une chose pouvant servir de preuve de cette infraction ou qui est ou a été utilisée pour sa perpétration, peut également rechercher, saisir et emporter cette chose sans l'autorisation prévue au premier alinéa ou sans la demande de mandat ou de télémandat prévue au deuxième ou au troisième alinéa, selon le cas, si le responsable des lieux consent à la perquisition ou s'il y a urgence au sens de l'article 96 du Code de procédure pénale. ».

c. 1-2,
a. 13.4.1,
rempl.

Infraction
présumée

14. L'article 13.4.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **13.4.1** Aux fins du premier alinéa de l'article 13.4, le juge peut accorder son autorisation aux conditions qu'il indique s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à la présente loi est ou a été commise et que des choses pouvant servir de preuve de cette infraction ou qui sont ou ont été utilisées pour sa perpétration se trouvent à l'endroit indiqué dans la dénonciation. ».

c. 1-2,
a. 13.4.2,
mod.

15. L'article 13.4.2 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Perquisition

« **13.4.2** Le fonctionnaire ou la personne désignée qui perquisitionne conformément au premier alinéa de l'article 13.4 peut saisir et emporter, outre ce qui y est prévu, toutes autres choses qu'il croit, pour des motifs raisonnables, constituer des éléments de preuve de la perpétration de l'infraction décrite dans la dénonciation ou avoir été utilisées pour sa perpétration, ainsi que toute chose bien en vue et qui est visée à l'article 13.4. » ;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Rapport
au juge

« Cette personne doit, avec diligence raisonnable, faire rapport de cette saisie au juge qui, en vertu de l'article 13.4 a donné l'autorisation écrite, ou, en cas d'absence de celui-ci, à un juge de même compétence. » ;

3° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

Rétention
des choses
saisies

« Le juge peut autoriser le ministre à retenir les choses saisies s'il est convaincu qu'elles peuvent constituer des éléments de preuve de la perpétration d'une infraction à la présente loi ou qu'elles y ont été utilisées et qu'elles ont été saisies conformément au présent article. ».

c. 1-2,
a. 13.4.3,
rempl.

16. L'article 13.4.3 de cette loi est remplacé par le suivant :

Garde des
choses
saisies

« **13.4.3** Sous réserve d'une mainlevée donnée par le ministre, toute chose saisie en vertu des articles 13.4 et 13.4.2 demeure sous la garde d'une personne qu'il désigne à cette fin jusqu'à ce que, conformément à l'article 13.5, elle soit vendue ou, conformément à l'article 13.5.1, elle soit détruite ou, conformément à l'article 15.1, elle soit confisquée ou, conformément à l'article 138 du Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1), sous réserve de l'article 13.7.1, ou à l'article 13.8, elle soit remise à une personne qui y a droit.

Remise d'un
véhicule
saisi

Toutefois, le ministre peut remettre un véhicule saisi en vertu des articles 13.4 ou 13.4.2 à la personne de qui il a été saisi, si cette personne verse un dépôt égal à la somme du montant de la valeur en argent de ce véhicule et du montant, déterminé au jour du versement de ce dépôt, des frais de saisie et de conservation fixés par règlement. Ce dépôt est payable en argent ou de manière prescrite par règlement et il est conservé par une personne autorisée et de la manière prescrite par règlement, jusqu'à ce qu'il en soit disposé conformément à la loi. ».

c. I-2,
a. 13.5,
remp.

Vente des
choses
saisies

17. L'article 13.5 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **13.5** Malgré les articles 13.4 et 13.4.2, lorsque des paquets de tabac, un véhicule ou un distributeur automatique sont saisis, un juge de la Cour du Québec peut, sur demande du ministre, autoriser par écrit ce dernier à procéder ou à faire procéder à la vente de ces paquets, de ce véhicule ou de ce distributeur automatique aux conditions déterminées dans l'autorisation. Une autorisation visant des paquets de tabac doit également prévoir la conservation d'échantillons en quantité suffisante pour fins de preuve. Un préavis d'au moins un jour franc de cette demande est signifié, s'ils sont connus, au saisi et aux personnes qui prétendent avoir droit à ces paquets, ce véhicule ou ce distributeur automatique. Le produit de la vente, moins les frais, est conservé par une personne autorisée par le ministre et de la manière prescrite par règlement, jusqu'à ce qu'il en soit disposé conformément à la loi. ».

c. I-2,
a. 13.5.1, aj.

18. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 13.5, du suivant :

Destruction
des paquets
de tabac
saisis

« **13.5.1** Malgré les articles 13.4 et 13.4.2, lorsque des paquets de tabac sont saisis et qu'ils ne peuvent être légalement vendus en détail au Québec, un juge de la Cour du Québec peut, sur demande du ministre, autoriser par écrit ce dernier à procéder ou à faire procéder à la destruction de ces paquets aux conditions déterminées dans l'autorisation. Cette autorisation doit également prévoir la conservation d'échantillons en quantité suffisante pour fins de preuve. Un préavis d'au moins un jour franc de cette demande est signifié, s'ils

sont connus, au saisi et aux personnes qui prétendent avoir droit à ces paquets. ».

c. I-2,
a. 13.6,
rempl.

Durée de la
rétention

19. L'article 13.6 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **13.6** La chose saisie en vertu des articles 13.4 ou 13.4.2, le dépôt visé à l'article 13.4.3 ou le produit de la vente visé à l'article 13.5 ne peut être retenu plus de cent quatre-vingts jours à compter de la date de la saisie, à moins qu'une poursuite n'ait été intentée ou qu'une ordonnance de prolongation n'ait été rendue. ».

c. I-2,
a. 13.7.1, aj.

20. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 13.7, du suivant :

Demande de
remise d'une
chose saisie

« **13.7.1** Lorsque, selon les dispositions de l'article 138 du Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1), une demande de remise d'une chose saisie en vertu des articles 13.4 ou 13.4.2 ou du produit visé à l'article 13.5 est présentée par une personne qui prétend y avoir droit et qui n'est pas le contrevenant, le juge peut ordonner la remise aux conditions qu'il indique s'il est convaincu, outre ce qui est prévu à l'article 138 du Code de procédure pénale, que la rétention n'est pas requise aux fins de l'application de la présente loi ou que la confiscation n'est pas requise en vertu de l'article 15.1.

Paiement
des frais de
saisie

Le juge peut également, dans ce cas, ordonner à cette personne de payer les frais de saisie et de conservation de la chose fixés par règlement. ».

c. I-2,
a. 13.8,
rempl.

Remise au
saisi

21. L'article 13.8 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **13.8** Le ministre doit remettre au saisi la chose saisie, le dépôt visé à l'article 13.4.3 ou le produit visé à l'article 13.5 dès que sa rétention n'en est plus nécessaire dans l'intérêt de la justice. ».

c. I-2,
a. 14.2,
mod.

22. L'article 14.2 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

Infraction
et peine

« **14.2** Commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins le plus élevé du montant de 2 000 \$ ou du triple de l'impôt qui aurait été payable en vertu de la présente loi sur le tabac faisant l'objet de cette infraction si ce tabac avait été vendu en détail au Québec, et d'au plus 500 000 \$ ou, malgré l'article 231 du Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1), à la fois de cette amende et d'un emprisonnement d'au plus deux ans, toute personne : ».

c. I-2, a. 15,
rempl.

23. L'article 15 de cette loi est remplacé par le suivant :

Infraction
et peine

« **15.** Toute personne qui contrevient aux dispositions de la présente loi ou des règlements, autrement que de la façon prévue aux articles 9.2, 14, 14.1 et 14.2, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 5 000 \$. ».

c. 1-2,
a. 15.1,
remp.

24. L'article 15.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

Paiement
des frais de
saisie et de
conservation

« **15.1** Le juge qui déclare le défendeur coupable d'une infraction à la présente loi peut, sur demande du ministre, ordonner au défendeur de payer le montant des frais fixés par règlement et reliés à la saisie et la conservation de toute chose saisie en vertu des articles 13.4 ou 13.4.2.

Réduction
du montant

Toutefois, le juge peut réduire ce montant s'il est convaincu que le ministre a indûment tardé à intenter la poursuite ou a causé sans raison suffisante un délai pour qu'elle soit instruite.

Confiscation
des choses
saisies

Sur demande du ministre présentée dans les trente jours d'un jugement rendu sur la poursuite visant la sanction pénale d'une infraction à la présente loi ou, dans le cas où le défendeur est réputé avoir été déclaré coupable de l'infraction, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la signification du constat d'infraction, un juge peut également ordonner la confiscation des paquets de tabac saisis en vertu des articles 13.4 ou 13.4.2 lorsque l'illégalité de la possession de ces paquets de tabac en empêche la remise au saisi ou à une personne qui prétend y avoir droit et, dans le cas d'un jugement par lequel le défendeur est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi ou dans le cas où ce défendeur est réputé avoir été déclaré coupable d'une telle infraction, en outre de toute peine prévue par ailleurs pour cette infraction, la confiscation de toute chose saisie en vertu des articles 13.4 ou 13.4.2, du dépôt visé à l'article 13.4.3 ou du produit visé à l'article 13.5.

Préavis

Un préavis d'au moins un jour franc d'une demande prévue au présent article est signifié au défendeur, au saisi et aux personnes qui prétendent avoir droit à la chose saisie ou au produit visé à l'article 13.5, à moins qu'ils ne soient présents devant le juge.

Destruction
des choses
saisies

Lorsque la confiscation de paquets de tabac ou du produit de la vente de ceux-ci visé à l'article 13.5 est ordonnée, le juge peut, à la demande du ministre, autoriser ce dernier à détruire ou à disposer de ces paquets de tabac ou du produit de la vente de ceux-ci visé à l'article 13.5 au profit d'organismes communautaires oeuvrant dans le secteur de la santé et des services sociaux. ».

c. 1-2,
a. 15.2, ab.

25. L'article 15.2 de cette loi est abrogé.

c. I-2,
a. 17.2,
mod.

26. L'article 17.2 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Perception
de l'impôt

« **17.2** Le titulaire d'un permis d'agent-percepteur doit percevoir comme mandataire du ministre un montant égal à l'impôt établi à l'article 8 de toute personne à qui il vend, livre ou fait en sorte que soit livré du tabac dont le paquet est identifié conformément à l'article 13.1 ou tout autre paquet de tabac destiné à la vente en détail au Québec, sauf si la livraison de ce tabac est faite hors du Québec pour consommation hors du Québec et que cette livraison est autorisée par règlement. ».

c. I-2,
a. 17.10,
remp.
Identifica-
tion des
caisses

27. L'article 17.10 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **17.10** Toute caisse utilisée au Québec pour la vente, la livraison, le transport ou l'entreposage de paquets de tabac doit être identifiée par les personnes, de la manière et aux conditions prescrites par règlement.

« caisse »

Aux fins du présent article, une « caisse » signifie un contenant ou un emballage dans lequel 24 cartouches ou plus de cigarettes sont emballées ainsi que toute caisse prescrite. ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

c. M-31,
a. 8.2, aj.

28. 1. La Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est modifiée par l'insertion, après l'article 8.1, du suivant :

Reproduc-
tion de
documents

« **8.2** Malgré toute autre loi, le ministre peut, afin de garder une preuve permanente de tout document requis pour l'application d'une loi fiscale, reproduire sur une pellicule photographique tout document produit par ou pour le ministre ou quelque autre personne exerçant les pouvoirs du ministre ou par ou pour une personne assujettie à une loi fiscale en vertu d'une telle loi pourvu que ce document ait été fidèlement reproduit conformément aux directives prescrites par lui ou par une personne qu'il désigne.

Authenticité

Cette pellicule, ou un duplicata d'une telle pellicule, est authentique et a la même valeur que le document original reproduit si elle est accompagnée de la déclaration sous serment de la personne qui a supervisé la reproduction du document attestant la fiabilité du procédé de reproduction et la fidélité de celle-ci. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard de la reproduction d'un document effectuée après le 23 avril 1993.

c. M-31
a. 9, m

29. L'article 9 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: « Un tel accord peut autoriser ce gouvernement ou cet organisme à conclure avec un tiers toute entente visant à faciliter son application. ».

c. M-31,
a. 9.2, a

30. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section I du chapitre III, de l'article suivant:

Entente
recouvre-
ment des
créances
fiscales

« **9.2** Le ministre peut, pour favoriser le recouvrement de tout montant dont quiconque est redevable en vertu d'une loi fiscale, conclure toute entente établissant des modalités et des conditions relatives au paiement de la dette.

Condition
préalable

Avant de conclure une telle entente, le ministre peut exiger du débiteur la production de tout document établissant sa capacité financière, les résultats de toute démarche effectuée par ce dernier en vue d'obtenir un prêt ou une sûreté visée à l'article 10 auprès d'une institution bancaire ou financière ou tout autre renseignement visant à établir sa solvabilité. ».

c. M-31,
a. 12.1,
mod.

31. L'article 12.1 de cette loi, remplacé par l'article 12 du chapitre 31 des lois de 1992, est modifié:

1° par l'insertion, à la fin du premier alinéa, de la phrase suivante: « Ces frais ne peuvent être inférieurs à 50 \$ ni supérieurs à 10 000 \$. »;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Annulatio-
ou réduct
des frais

« Le ministre peut annuler ou réduire les frais ainsi calculés s'il estime que ceux-ci ne l'auraient pas été n'eût été d'une erreur ou négligence qui lui est imputable ou lorsque le montant de la dette ayant donné lieu à l'application de ces frais est annulé ou réduit. ».

c. M-31,
a. 15, ren

32. L'article 15 de cette loi, remplacé par l'article 562 du chapitre 67 des lois de 1991, est de nouveau remplacé par le suivant:

Avis au
débitteur

« **15.** Le ministre peut, par avis signifié ou transmis par poste recommandée ou certifiée, exiger d'une personne qui est ou sera, dans l'année qui suit la signification ou la transmission de l'avis, tenue de faire un paiement à une personne qui est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale, qu'elle lui verse, à l'acquit de son créancier, la totalité ou une partie du montant qu'elle a ou aura à payer à ce dernier et ce, au moment où ce montant devient payable au créancier.

Créancier
garanti

Il en va de même à l'égard d'un paiement devant être fait à un créancier garanti de la personne redevable d'un montant exigible en

vertu d'une loi fiscale ou au cessionnaire d'une créance cédée par celle-ci lorsque ce paiement, si ce n'était de la garantie ou de la cession de créances, devrait être fait à cette personne. ».

c. M-31,
a. 15.1,
mod.

33. L'article 15.1 de cette loi, édicté par l'article 562 du chapitre 67 des lois de 1991, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Personne
débitrice
dans l'année

« La même règle s'applique lorsque la personne doit devenir débitrice d'une institution bancaire ou financière dans l'année qui suit la signification ou la transmission de l'avis du ministre. ».

c. M-31,
a. 15.2,
mod.

34. L'article 15.2 de cette loi, édicté par l'article 562 du chapitre 67 des lois de 1991, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Personne
autre qu'une
institution
bancaire ou
financière

« **15.2** Le ministre peut, par avis signifié ou transmis par poste recommandée ou certifiée, exiger d'une personne autre qu'une institution bancaire ou financière qui, dans l'année qui suit la signification ou la transmission de l'avis, doit prêter ou avancer un montant à une personne redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale ou payer un montant pour ou au nom de celle-ci, qu'elle lui verse, à l'acquit de cette personne, la totalité ou une partie de ce montant. ».

c. M-31,
a. 15.3.1, aj.

35. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15.3, du suivant :

Remise à la
Couronne

« **15.3.1** Sur réception d'un avis du ministre signifié ou transmis par poste recommandée ou certifiée, le montant qui y est indiqué comme devant lui être versé devient la propriété de la Couronne et doit lui être remis par priorité sur toute autre garantie donnée à l'égard de ce montant. ».

c. M-31,
a. 16.1,
remp.

36. L'article 16.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

Pouvoir
relatif à
l'application
d'un accord
de percep-
tion fiscale

« **16.1** Le ministre peut, pour l'application d'un accord conclu avec le gouvernement du Canada en vertu de l'article 9 concernant la perception des droits prévus par une loi fiscale, autoriser toute personne ou catégorie de personnes exerçant une fonction auprès du gouvernement du Canada ou d'un tiers visé par cet accord, à exercer les pouvoirs que la loi lui confère et qui sont nécessaires à son application. ».

c. M-31,
a. 16.2,
mod.

37. L'article 16.2 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Rétention et
placement
en dépôt
d'un bien

« **16.2** Lorsqu'une personne apporte ou fait apporter au Québec un bien corporel pour lequel des droits prévus par une loi fiscale sont payables et qu'elle refuse ou omet de produire la déclaration prévue par cette loi ou d'obtempérer à une demande de paiement formulée par une personne autorisée en vertu de l'article 16.1, cette dernière peut retenir le bien et le déposer à l'endroit déterminé par le ministre qui le conserve en garantie jusqu'au jour du paiement de ces droits et, le cas échéant, des impenses résultant de ce dépôt. ».

c. M-31,
aa. 17.2 à
17.9, aj.

38. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 17.1, des suivants :

Cautionne-
ment exigé
d'un non-
résident

« **17.2** Toute personne qui ne réside pas au Québec, qui n'y a pas d'établissement stable et qui présente une demande d'inscription ou est tenue d'être inscrite pour l'application de la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67) ou qui présente une demande pour la délivrance d'un certificat d'enregistrement ou d'un permis en vertu de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2) ou en vertu de la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1) doit donner et maintenir un cautionnement, d'un montant et sous une forme satisfaisants pour le ministre, assurant qu'elle percevra et versera les droits prévus par l'une ou l'autre de ces lois.

Cautionne-
ment

« **17.3** Le ministre peut exiger de toute personne, comme condition de la délivrance ou du maintien en vigueur d'un certificat d'inscription, d'un certificat d'enregistrement ou d'un permis délivré en vertu d'une loi fiscale, un cautionnement dont il fixe le montant en tenant compte, s'il y a lieu, des montants que cette personne est susceptible de déduire, de retenir, de percevoir, de verser, de remettre ou de payer en vertu d'une loi fiscale dans les six mois suivant la date à laquelle le cautionnement est exigé ou devait déduire, retenir, percevoir, verser, remettre ou payer en vertu d'une loi fiscale à l'égard des six mois précédant cette date, si cette personne :

a) au cours des cinq années qui précèdent, a été déclarée coupable d'une infraction à une loi fiscale ;

b) est contrôlée par un administrateur, un officier ou une autre personne qui, au cours des cinq années qui précèdent, a été déclaré coupable d'une infraction à une loi fiscale ou est contrôlée par une personne dont l'un des administrateurs ou officiers a, au cours de la même période, été déclaré coupable d'une telle infraction ;

c) n'est pas en mesure, en raison de sa situation financière, d'assumer les obligations financières qui découlent de son entreprise ;

d) omet de payer au ministre un montant qu'elle est tenue de lui payer en vertu de l'article 1015 de la Loi sur les impôts ou des articles 23 ou 24;

e) n'a pas produit la déclaration prévue à l'article 468 de la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, le rapport ou le formulaire prescrit pour l'application des articles 11.1 ou 17.3 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac, des articles 13 ou 51.2 de la Loi concernant la taxe sur les carburants ou de l'article 1015 de la Loi sur les impôts;

f) a été titulaire d'un certificat d'inscription, d'un certificat d'enregistrement ou d'un permis délivré en vertu d'une loi fiscale qui a été révoqué dans les 24 mois qui précèdent la demande;

g) est une personne dont l'un des administrateurs ou officiers est ou a été administrateur ou officier d'une corporation ou membre d'une société dont le certificat d'inscription, le certificat d'enregistrement ou le permis délivré en vertu d'une loi fiscale a été révoqué dans les 24 mois qui précèdent la demande.

Cautionnement additionnel

« **17.4** Le ministre peut, en tout temps, exiger un cautionnement additionnel si, à ce moment, le montant du cautionnement fourni est inférieur à celui qui pourrait alors être fixé selon les modalités prévues aux articles 17.2 ou 17.3.

Suspension, révocation ou non-délivrance d'un certificat d'inscription

« **17.5** Le ministre peut suspendre, révoquer ou refuser de délivrer un certificat d'inscription, un certificat d'enregistrement ou un permis ou peut refuser de renouveler un permis délivré en vertu d'une loi fiscale à toute personne qui, selon le cas :

a) au cours des cinq années qui précèdent, a été déclarée coupable d'une infraction à une loi fiscale;

b) est contrôlée par un administrateur, un officier ou une autre personne qui, au cours des cinq années qui précèdent, a été déclaré coupable d'une infraction à une loi fiscale ou est contrôlée par une personne dont l'un des administrateurs ou officiers a, au cours de la même période, été déclaré coupable d'une telle infraction;

c) n'est pas en mesure, en raison de sa situation financière, d'assumer les obligations financières qui découlent de son entreprise;

d) omet de payer au ministre un montant qu'elle est tenue de lui payer en vertu de l'article 1015 de la Loi sur les impôts ou des articles 23 ou 24;

e) ne satisfait pas ou ne satisfait plus aux conditions prévues pour l'obtention du certificat d'inscription ou du certificat d'enregistrement ou pour l'obtention ou le renouvellement du permis;

f) n'a pas produit la déclaration prévue à l'article 468 de la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, le rapport ou le formulaire prescrit pour l'application des articles 11.1 ou 17.3 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac, des articles 13 ou 51.2 de la Loi concernant la taxe sur les carburants ou de l'article 1015 de la Loi sur les impôts;

g) a été titulaire d'un certificat d'inscription, d'un certificat d'enregistrement ou d'un permis délivré en vertu d'une loi fiscale qui a été révoqué dans les 24 mois qui précèdent la demande;

h) est une personne dont l'un des administrateurs ou officiers est ou a été administrateur ou officier d'une corporation ou membre d'une société dont le certificat d'inscription, le certificat d'enregistrement ou le permis délivré en vertu d'une loi fiscale a été révoqué dans les 24 mois qui précèdent la demande;

i) a cessé ses activités ou l'activité pour laquelle un permis a été délivré.

Particularité

Toutefois, dans le cas des paragraphes *b* et *d* à *h*, le ministre ne peut suspendre, révoquer ou refuser de délivrer le certificat d'inscription que s'il a exigé de la personne le cautionnement prévu aux articles 17.2, 17.3 ou 17.4, selon le cas, et que celle-ci a refusé ou omis de satisfaire à cette demande.

Particularité

De plus, dans le cas des paragraphes *b* et *c*, le ministre ne peut révoquer le certificat d'inscription, le certificat d'enregistrement ou le permis sans l'avoir au préalable suspendu. Il ne peut également dans le cas prévu à l'article 17.6 révoquer le certificat d'enregistrement ou le permis sans l'avoir au préalable suspendu.

Suspension, révocation ou non-délivrance d'un certificat d'inscription

« **17.6** Le ministre peut également suspendre, révoquer ou refuser de délivrer un certificat d'enregistrement ou un permis ou peut refuser de renouveler un permis délivré en vertu de la Loi concernant l'impôt sur le tabac ou de la Loi concernant la taxe sur les carburants à toute personne qui ne respecte pas les obligations contenues dans la présente loi ou, selon le cas, dans la Loi concernant l'impôt sur le tabac ou la Loi concernant la taxe sur les carburants.

Avis de non-renouvellement

« **17.7** Un avis de non-renouvellement d'un permis délivré en vertu d'une loi fiscale doit être transmis au titulaire par poste recommandée ou certifiée ou signifié à personne dans les 60 jours précédant la date d'expiration du permis.

Signification « **17.8** La suspension d'un certificat d'inscription, d'un certificat d'enregistrement ou d'un permis délivré en vertu d'une loi fiscale a effet à compter de la date de la signification de la décision au titulaire. Cette signification s'effectue à personne ou par poste recommandée ou certifiée.

Autre mode de signification Un mode de signification différent de ceux prévus au premier alinéa peut être autorisé par un juge de la Cour du Québec.

Entrée en vigueur de la révocation « **17.9** La révocation d'un certificat d'inscription, d'un certificat d'enregistrement ou d'un permis délivré en vertu d'une loi fiscale a effet à compter de la date de la signification de la décision au titulaire.

Exception Malgré le premier alinéa, dans les cas prévus aux paragraphes *b* et *c* de l'article 17.5 et dans celui prévu à l'article 17.6, la révocation n'a d'effet qu'à l'échéance des 15 jours suivant la signification de la décision de suspension au titulaire lorsque ce dernier n'a pas fait valoir son point de vue dans les six jours de la réception de cette dernière. Cette révocation s'opère de plein droit.

Signification Dans tous les cas, la signification de la décision de révocation s'effectue à personne ou par poste recommandée ou certifiée.

Autre mode de signification Un mode de signification différent de ceux prévus au troisième alinéa peut être autorisé par un juge de la Cour du Québec.

Obligation du titulaire Le titulaire doit, immédiatement après signification, retourner son certificat d'inscription, son certificat d'enregistrement ou son permis au ministre. ».

c. M-31,
a. 20, mod. **39. 1.** L'article 20 de cette loi, modifié par l'article 565 du chapitre 67 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Fonds distinct « Un tel montant doit être tenu, par la personne qui l'a déduit, retenu ou perçu, distinctement et séparément de ses propres fonds et dans les cas d'une liquidation, cession ou faillite, un montant égal au montant ainsi déduit, retenu ou perçu doit être considéré comme formant un fonds séparé ne faisant pas partie des biens sujets à la liquidation, cession ou faillite, que ce montant ait été ou non, dans les faits, tenu séparé des éléments du patrimoine de cette personne ou de ses propres fonds. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard de toute somme visée par une preuve de réclamation produite par le ministre du Revenu dans une faillite ou cession de biens faite en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C., 1985, chapitre B-3 telle que modifiée par L.C. 1992, chapitre 27) après le 23 avril 1993.

c. M-31,
a. 30.1,
remp.

40. L'article 30.1 de cette loi, édicté par l'article 572 du chapitre 67 des lois de 1991, est remplacé par les suivants:

Retenue
d'un
rembourse-
ment

«**30.1** Le ministre peut retenir tout montant qu'il doit rembourser à une personne si celle-ci, au moment où ce montant doit être remboursé, n'a pas produit toutes les déclarations et tous les rapports qu'elle était tenue de produire en vertu d'une loi fiscale ou d'un règlement adopté en vertu d'une telle loi.

Durée de
validité

Une telle retenue demeure valide et tenante jusqu'à ce que le ministre ait, suite à l'examen de ces déclarations ou rapports, déterminé si cette personne est ou non redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale.

Intérêt

«**30.2** Malgré toute disposition contraire de la présente loi ou d'une autre loi, lorsqu'un remboursement ou un montant payable ou sur le point de l'être a été retenu en vertu de l'article 30.1, aucun intérêt n'est payable sur cette somme pour la période pendant laquelle la retenue est valide et tenante. ».

c. M-31,
aa. 31.1.1 à
31.1.5, aj.

41. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 31.1, des suivants:

Affectation
d'un
montant
payable par
un orga-
nisme public
à un débi-
teur fiscal

«**31.1.1** Lorsqu'une personne qui est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale est aussi créancière ou bénéficiaire d'un montant payable par un organisme public tel que défini à l'article 31.1.4, le ministre peut affecter tout ou partie de ce montant au paiement de la dette de cette personne, jusqu'à concurrence de cette dette.

Affectation
d'un
montant
payable par
un orga-
nisme public
à un créan-
cier garanti
d'un débi-
teur fiscal

À cette fin, le ministre peut exiger du payeur ou de son agent qu'il lui transmette tout ou partie du montant payable. Cette exigence demeure valide et tenante à l'égard de tout autre montant devant être payé à cette personne par le payeur ou son agent jusqu'à ce que la dette de la personne soit éteinte.

Obligation
d'un orga-
nisme public

«**31.1.2** Pour l'application de l'article 31.1.1, lorsqu'un montant doit être payé par un organisme public à une personne morale, l'organisme ou son agent doit en informer le ministre selon les conditions et les modalités prescrites en vertu de l'article 31.1.5.

Montant
insaisissable

«**31.1.3** L'article 31.1.1 ne s'applique pas à l'égard d'un montant ou de la partie d'un montant qui est déclaré insaisissable par la loi ou qui constitue une indemnité ou le remboursement d'un service assuré ou de tout autre frais afférent à une indemnité.

Organismes
publics assu-
jettis

«**31.1.4** Aux fins de l'article 31.1.1, les organismes publics comprennent le gouvernement, ses ministères ainsi que les

organismes, y compris les personnes désignées par l'Assemblée nationale, énumérés aux notes complémentaires accompagnant les états financiers du gouvernement publiés annuellement en vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6), à l'exception des organismes qui y sont désignés comme administrant des fonds en fiducie ou comme étant des entreprises ou organismes à capital-actions du gouvernement, sauf la Société immobilière du Québec.

Conditions
et modalités
d'application

«**31.1.5** Le gouvernement peut faire des règlements pour déterminer les conditions et les modalités d'application de l'article 31.1.1, les renseignements visés par l'article 31.1.2 ainsi que les conditions et les modalités relatives à la communication de ces renseignements. ».

c. M-31,
a. 40, mod.

42. L'article 40 de cette loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants :

Autorisation
de perquisi-
tionner

«**40.** Un juge de la Cour du Québec peut, sur demande *ex parte* à la suite d'une dénonciation faite par écrit et sous serment par un fonctionnaire du ministère du Revenu, pour toutes fins relatives à l'application d'une loi fiscale, autoriser par écrit tout fonctionnaire du ministère du Revenu, ou toute autre personne qu'il désigne, à s'introduire et à perquisitionner, par la force au besoin, dans un édifice, réceptacle ou lieu pour y rechercher des documents, livres, registres, papiers ou autres choses pouvant servir de preuve d'une infraction à une loi fiscale ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application, à saisir et emporter ces documents, livres, registres, papiers ou autres choses et à les garder jusqu'à ce qu'ils soient produits dans des procédures judiciaires; le fonctionnaire ou la personne ainsi autorisé peut se faire assister par un agent de la paix.

Motifs de
dénonciation

Le fonctionnaire qui fait la dénonciation doit avoir des motifs raisonnables de croire que ladite infraction est ou a été commise et qu'il y a dans cet édifice, réceptacle ou lieu des documents, livres, registres, papiers ou autres choses pouvant servir de preuve de l'infraction. ».

c. M-31,
a. 40.1,
mod.

43. L'article 40.1 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Saisie de
documents

«**40.1** Le fonctionnaire ou la personne désignée qui s'introduit et perquisitionne conformément à l'article 40 peut saisir et emporter, outre ce qui y est prévu, les documents, livres, registres, papiers ou autres choses qu'il croit, pour des motifs raisonnables, constituer des éléments de preuve de la perpétration d'une infraction à une loi fiscale. ».

c. M-31,
a. 69.1,
mod.

44. L'article 69.1 de cette loi, modifié par l'article 213 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié, au deuxième alinéa:

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) le contrôleur des finances, à l'égard d'une demande de radiation de créance irrécouvrable que lui présente le sous-ministre pour l'obtention d'un certificat de régularité ainsi qu'à l'égard d'un renseignement qui lui est communiqué en application de l'article 31.1.1;»;

2° par l'addition du paragraphe suivant:

«*e*) tout fonctionnaire, employé ou préposé d'un organisme public au sens de l'article 31.1.4 ainsi que tout employé ou préposé d'un agent de cet organisme, à l'égard d'un renseignement qui leur est communiqué dans l'exercice de leurs fonctions en application des articles 31 et 31.1.1. ».

c. M-31,
aa. 78.1 et
78.2, aj.

45. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 78, des suivants:

Signification
d'un constat
d'infraction
à un non-
résident

« **78.1** Lorsqu'un fonctionnaire autorisé en vertu de l'article 72.4 constate la perpétration d'une infraction à l'une des dispositions prévues aux articles 14.1 ou 14.2 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac ou aux articles 42, 42.1, 43, 43.1, 43.2 ou 45 de la Loi concernant la taxe sur les carburants par le propriétaire ou le locataire d'un véhicule qui n'a ni résidence, ni établissement, ni place d'affaires au Québec, le constat d'infraction peut être signifié, lors de la perpétration de l'infraction, par la remise d'un double de celui-ci à cette personne.

Signification
à la
personne
ayant la
garde ou le
contrôle
d'un véhi-
cule
Avis de
l'infraction

Ce constat peut également être signifié par la remise du double du constat à toute personne qui, lors de la perpétration de cette infraction, a la garde ou le contrôle du véhicule.

« **78.2** Lorsqu'un fonctionnaire a signifié un constat à une personne visée au deuxième alinéa de l'article 78.1, un avis informant la personne qui a perpétré l'infraction de la signification du constat doit lui être transmis par poste recommandée ou certifiée, à la résidence ou à l'établissement du destinataire ou, s'il s'agit d'une personne morale, à son siège social, à l'un de ses établissements ou à l'établissement d'un de ses agents.

Restriction

Un avis transmis conformément au premier alinéa n'a pas pour effet de proroger, restreindre ou modifier tout délai prévu par une

loi fiscale ou par le Code de procédure pénale pour l'accomplissement d'une chose ou pour la production de tout document ou procédure prévu par une telle loi. ».

c. M-31,
a. 82, remp.
Preuve par
affidavit

46. L'article 82 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **82.** Un affidavit d'un fonctionnaire du ministère, attestant qu'il a la charge des registres appropriés et qu'un document annexé à cet affidavit est un document ou une copie de ce document, fait par ou pour le ministre ou quelque autre personne exerçant les pouvoirs du ministre, ou par ou pour une personne assujettie à une loi fiscale, ou une reconstitution exacte d'un tel document reproduit conformément à l'article 8.2, fait preuve *prima facie* de la nature et du contenu du document et doit être admis comme preuve et avoir la même valeur probante qu'aurait eu le document original si sa véracité avait été prouvée de la manière ordinaire. ».

c. M-31,
a. 94, mod.

47. L'article 94 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Remise de
droits ou
rembourse-
ment de
montants
payés par
erreur

« **94.** Le gouvernement, lorsqu'il le juge avantageux pour le bien public et pour épargner au public de graves inconvénients ou aux individus, de l'oppression ou de l'injustice, peut remettre tout montant payable ou rembourser tout montant payé à la Couronne concernant toute matière qui se trouve dans les limites des pouvoirs de la Législature ainsi que toute confiscation ou pénalité pécuniaire imposée, ou dont l'imposition a été autorisée, pour contravention aux lois fiscales ou aux dispositions régissant l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu, sauf celles pour contraventions à la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1), à la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1) et à la Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3), même si une partie de telle confiscation ou pénalité est accordée par la loi au dénonciateur ou au poursuivant, ou à une autre personne. ».

c. M-31,
a. 96, mod.

48. L'article 96 de cette loi, modifié par l'article 606 du chapitre 67 des lois de 1991 et par l'article 214 du chapitre 64 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Cautionne-
ment

« Le gouvernement peut également faire des règlements pour déterminer la nature, la durée et les conditions d'exercice d'un cautionnement prévu aux articles 17.2, 17.3 ou 17.4 comme condition de la délivrance ou du maintien en vigueur d'un certificat d'inscription, d'un certificat d'enregistrement ou d'un permis délivré en vertu d'une loi fiscale. ».

LOI CONCERNANT LA TAXE SUR LES CARBURANTS

c. T-1, a. 24,
mod.

49. L'article 24 de la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1), remplacé par l'article 10 du chapitre 15 des lois de 1991, est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

«*c*) fournir, le cas échéant, le cautionnement prévu aux articles 17.2, 17.3 ou 17.4 de la Loi sur le ministère du Revenu;».

c. T-1,
a. 27.1,
mod.

50. L'article 27.1 de cette loi, édicté par l'article 10 du chapitre 15 des lois de 1991, est modifié par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«*e*) fournir, le cas échéant, le cautionnement prévu aux articles 17.2, 17.3 ou 17.4 de la Loi sur le ministère du Revenu;».

c. T-1,
a. 27.3,
rempl.

51. L'article 27.3 de cette loi, édicté par l'article 10 du chapitre 15 des lois de 1991, est remplacé par le suivant:

Durée et
renouvelle-
ment

«**27.3** La période de validité du permis est de deux ans. À son échéance, le ministre ou toute autre personne qu'il autorise le renouvelle pour la même période sous réserve des articles 17.5 et 17.6 de la Loi sur le ministère du Revenu.».

c. T-1,
aa. 30 à
31.2, 31.4 et
31.5, ab.

52. L'article 30, l'article 31, remplacé par l'article 10 du chapitre 15 des lois de 1991, et les articles 31.1, 31.2, 31.4 et 31.5 de cette loi sont abrogés.

c. T-1, a. 39,
mod.

53. L'article 39 de cette loi, remplacé par l'article 16 du chapitre 15 des lois de 1991, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Durée de
l'immobilisa-
tion

«Sauf autorisation du ministre, le véhicule demeure immobilisé jusqu'à ce qu'un juge ait statué sur la demande visée à l'article 40.1, laquelle doit être introduite avec diligence raisonnable, et que la saisie ait été effectuée, le cas échéant.».

c. T-1, a. 40,
mod.

54. L'article 40 de cette loi, modifié par l'article 17 du chapitre 15 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Durée de
l'immobilisa-
tion

«Sauf autorisation du ministre, le véhicule demeure immobilisé jusqu'à ce qu'un juge ait statué sur la demande visée à l'article 40.1, laquelle doit être introduite avec diligence raisonnable, et que la saisie ait été effectuée, le cas échéant.».

c. T-1,
a. 40.1,
rempl.

55. L'article 40.1 de cette loi, remplacé par l'article 18 du chapitre 15 des lois de 1991, est de nouveau remplacé par le suivant:

Saisie auto-
risée

« **40.1** Un juge de la Cour du Québec peut, sur demande *ex parte* à la suite d'une dénonciation faite par écrit et sous serment par un fonctionnaire du ministère qui a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à la présente loi est ou a été commise en un endroit au Québec, autoriser par écrit tout fonctionnaire du ministère, ou toute autre personne qu'il désigne, à rechercher en cet endroit, à y saisir et à emporter toute chose pouvant servir de preuve de l'infraction et, à ces fins, à s'introduire dans tout édifice, réceptacle ou lieu en cet endroit; le fonctionnaire ou la personne ainsi autorisé peut se faire assister par un agent de la paix. ».

LOI SUR LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS
LÉGISLATIVES D'ORDRE FISCAL

1991, c. 67,
aa. 413, 414,
419 à 421,
679 et 680,
ab.

56. Les articles 413, 414, 419 à 421, 679 et 680 de la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67) sont abrogés.

DISPOSITIONS FINALES

Procédures
de suspen-
sion, de
révocation
ou d'annu-
lation enga-
gées avant
le
17 décembre
1993

57. Les procédures de suspension, de révocation ou d'annulation d'un certificat ou d'un permis délivré en vertu d'une loi fiscale, engagées avant le 17 décembre 1993, à l'exception des procédures d'annulation engagées en vertu des articles 416 à 418 de la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, sont continuées conformément aux dispositions prévues aux articles 17.5 à 17.9 de la Loi sur le ministère du Revenu.

Cautionne-
ment exigé
avant le
17 décembre
1993

58. Tout cautionnement exigé ou réputé exigé par le ministre en vertu d'une loi fiscale avant le 17 décembre 1993 à l'égard d'un certificat ou d'un permis délivré en vertu d'une telle loi est réputé avoir été exigé en vertu des articles 17.2 à 17.4 de la Loi sur le ministère du Revenu.

Entrée en
vigueur

59. La présente loi entre en vigueur le 17 décembre 1993.